

HOOFDSTUK 3. — *Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 20.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend ten belope van 2.843 euro per erkend mandaat.

TITEL V. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 21.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige voorlichting, gewijzigd bij besluit van 10 oktober 2013, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de psychosociale educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 22.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de dienst voor hulpverlening en educatief optreden, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de sociaal-educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 23.** § 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra, gewijzigd bij besluit van 17 juni 2004, wordt opgeheven.

§ 2. De diensten die op datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het besluit bedoeld in paragraaf 1, zijn van rechtswege erkend als begeleidingsdienst die de sociaal-educatieve opdracht uitvoert, op basis van dit besluit, vanaf zijn inwerkingtreding.

**Art. 24.** De diensten bedoeld in de artikelen 21, § 2, 22, § 2 en 23, § 2 stellen zich uiterlijk op 31 december 2019 in regel met de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

**Art. 25.** Voor de diensten bedoeld in de artikelen 21, § 2, 22, § 2 en 23, § 2, die voor de inwerkingtreding van dit besluit een hoger aantal voltijdse equivalenten genoten dan het aantal vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en wordt hiermee rekening gehouden voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

**Art. 26.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 27.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuhuizen, Sport en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10076]

**5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement des prototelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, §§ 4 et 6, 143 et 149 ;

Vu l'article 34 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prototelle ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 162-04 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018 ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018 ;

Vu l'avis n° 63.987/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant qu'en vertu de l'article 34 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait et de l'article 35, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, c'est le conseiller de l'aide à la jeunesse qui est compétent pour mandater un service pour accompagner le protuteur ;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement des protutelles, dans le cadre de l'application de l'article 35, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° service : le service d'accompagnement des protutelles ;

2° conseiller : le conseiller de l'aide à la jeunesse ;

3° nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément ;

4° arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

#### CHAPITRE 2. — *Missions*

**Art. 3.** Le service d'accompagnement des protutelles a pour mission la recherche de protuteurs et l'accompagnement de la protutelle.

A titre exceptionnel, lorsque le service est dans l'impossibilité de trouver un protuteur, il peut proposer de désigner comme protuteur d'un enfant ou d'un jeune un intervenant du service, moyennant l'accord écrit de ce dernier.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le service travaille sur la base d'un mandat du conseiller de l'aide à la jeunesse.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant ou jeune.

§ 2. Le service apporte au conseiller tout élément susceptible de l'éclairer notamment quant à la désignation du protuteur, quant à l'exercice par celui-ci des droits et obligations relatifs à la protutelle et quant aux possibilités de réintégrer dans leurs droits les parents déchus de l'autorité parentale.

§ 3. Le service fait un premier rapport au conseiller dans les 2 mois qui suivent la date du mandat.

Le premier rapport contient les premiers éléments de réponse aux demandes du conseiller.

Jusqu'à la désignation du protuteur, le premier rapport est suivi tous les 6 mois de rapports complémentaires permettant au conseiller d'être informé de l'évolution de la recherche d'un protuteur.

Après la désignation du protuteur, un rapport d'évolution est adressé au moins une fois par an au conseiller.

Le rapport d'évolution contient les éléments d'information mentionnés au paragraphe 2 et permet au conseiller de disposer d'une analyse globale de la situation.

#### CHAPITRE 3. — *Subventionnement*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Subventions pour frais de personnel*

**Art. 5.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,5 assistant social, éducateur classe 1, assistant en psychologie ou titulaire d'un master visé au B de l'annexe 2 de l'arrêté du 5 décembre 2018 pour 18 mandats agréés si le service est agréé pour moins de 80 mandats ou pour 20 mandats agréés si le service est agréé pour au moins 80 mandats, dont maximum 1 directeur barème B ou titulaire d'un master ;

2° 0,5 administratif.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

## Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

**Art. 6.** La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service à concurrence de 6.857 euros pour 20 mandats agréés ou, si le service est agréé pour moins de 80 mandats, à concurrence de 6.857 euros pour 18 mandats agréés.

## CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

**Art. 7.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et à l'octroi des subventions pour les services de protutelle, modifié par l'arrêté du 10 octobre 2013, est abrogé.

**Art. 8.** Les services agréés conformément à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de protutelle sollicitent leur agrément sur la base du présent arrêté au plus tard trois mois après son entrée en vigueur.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 10.** Le Ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
R. MADRANE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10076]

**5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten die de plaatsvervangende voogden begeleiden**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 35, §§ 4 en 6, 143 en 149;

Gelet op artikel 34 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van toelagen aan de diensten voor plaatsvervangende voogden;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 162-04 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur der Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en op 26 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.987/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening van de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat, krachtens artikel 34 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade en krachtens artikel 35, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de adviseur voor hulpverlening bevoegd is om een dienst een mandaat te geven om de plaatsvervangende voogd te begeleiden;

Overwegende dat de optredende personen van de in dit decreet bedoelde diensten aan het beroepsgeheim zijn gebonden, krachtens artikel 157 van voornoemd decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

## HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en definities

**Artikel 1.** Dit besluit beoogt het bepalen van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten die de plaatsvervangende voogden begeleiden in de zin van artikel 35, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder:

1<sup>o</sup> dienst: de dienst die de plaatsvervangende voogd begeleidt;

2° adviseur: de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd;

3° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten dat de dienst simultaan kan hebben, krachtens zijn erkenning;

4° besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

## HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten*

**Art. 3.** De dienst die de plaatsvervangende voogden begeleidt, heeft de opdracht om plaatsvervangende voogden te zoeken en te begeleiden.

Indien de dienst geen plaatsvervangende voogd vindt, mag hij uitzonderlijk voorstellen om een optredende persoon van de dienst als plaatsvervangende voogd van een kind of een jongere aan te stellen, op voorwaarde dat deze schriftelijk instemt.

**Art. 4.** § 1. De dienst werkt op basis van een mandaat van de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd.

Een mandaat kan maar op een kind of jongere betrekking hebben.

§ 2. De dienst deelt de adviseur alle informatie mee die nuttig is voor de aanstelling van een plaatsvervangende voogd, voor de uitoefening door die laatste van de rechten en verplichtingen van plaatsvervangende voogd en voor de mogelijkheden om de ouders die van het ouderlijke gezag ontzet zijn, hun rechten terug te geven.

§ 3. De dienst stuurt de adviseur een eerste verslag binnen twee maanden na aanvang van het mandaat.

Het eerste verslag bevat de eerste antwoorden op de vragen van de adviseur.

Het eerste verslag wordt om de zes maand gevolgd door aanvullende verslagen tot de aanstelling van een plaatsvervangende voogd, zodat de adviseur op de hoogte is van het verloop van het zoeken naar een plaatsvervangende voogd.

Na de aanstelling van een plaatsvervangende voogd wordt minstens éénmaal per jaar een evolutieverslag aan de adviseur overgemaakt.

Het evolutieverslag bevat de in de tweede paragraaf vermelde informatie en biedt de adviseur een algemene analyse van de situatie.

## HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

### *Afdeling 1. — Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 5.** De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

1° 0,5 maatschappelijk assistent, opvoeder klasse 1, assistent in de psychologie of houder van een masterdiploma bedoeld in punt B van bijlage 2 bij het besluit van 5 december 2018 voor 18 erkende mandaten indien de dienst erkend is voor minder dan 80 mandaten of voor 20 erkende mandaten indien de dienst erkend is voor minstens 80 mandaten, waarvan maximaal 1 directeur weddeschaal B of houder van een masterdiploma;

2° 0,5 administratief medewerker.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid van het besluit van 5 december 2018, kan de directeur, op verzoek van de inrichtende macht door een coördinator weddeschaal A worden vervangen.

### *Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten*

**Art. 6.** De jaarlijkse provisionele subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend ten belope van 6.857 euro per 20 erkende mandaten of, indien de dienst erkend is voor minder dan 80 mandaten, ten belope van 6.857 euro per 18 erkende mandaten.

## HOOFDSTUK 4. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 7.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsvervangende voogden, gewijzigd bij besluit van 10 oktober 2013, wordt opgeheven.

**Art. 8.** De diensten die erkend zijn overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsvervangende voogden, vragen hun erkenning aan op basis van dit besluit en dit uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding ervan.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
R. MADRANE